



Le p'tit MOT-DIT!

Journal de l'Association pour la défense des droits sociaux de Gatineau

MARS 2015

Quand la gentrification s'attaque à nos villes



Résumé du journal

- La gentrification s'attaque à nos villes (la suite)...2
- Manifeste "Mur des mûres mures".....3
- Éducation et reproduction des classes sociales.....3
- L'espace extérieur colonisé par la publicité.....4
- La gentrification sur l'Île de Hull.....5
- Quand la lutte contre la pauvreté ne lutte pas.....6
- Atteindre la démocratie à sa racine.....7
- Manifestation contre la brutalité policière.....8

On le voit dans plusieurs quartiers de notre ville, dont sur l'Île de Hull, la gentrification n'est plus seulement un concept vague, mais bien une attaque de front contre des quartiers populaires. Qu'on l'appelle gentrification, embourgeoisement ou revitalisation, l'idée reste la même, soit de détruire différentes parties de quartiers qui, historiquement, étaient habités par des personnes de la classe moyenne ou des classes pauvres, au profit des classes sociales riches qui y voient des quartiers à développer...pour leurs propres besoins luxueux.

En bref, on peut dire que les processus de gentrification visent tout un même objectif, soit de s'accaparer des lieux privés et publics qui appartiennent à une classe sociale différente, souvent pauvre, afin de les transformer en des lieux plus « propres », plus « glamours », plus bourgeois. Ce sont des quartiers au complet qui sont donc défigurés (parcs, bâtiments, rues, espaces publics), entre autres en chassant par la force économique ou physique, les populations qui les ont toujours habités et construits. Pour les personnes qui font la promotion de cette

gentrification, l'idée est de rendre le quartier attrayant, entre autres afin d'y développer un nouveau marché économique local et bien sûr, une meilleure qualité de vie...pour les personnes qui peuvent se permettre financièrement d'y habiter.

Considérant qu'il est assez rare qu'une population se laisse déloger du quartier qu'elle habite depuis des décennies sans résister minimalement, les processus de gentrification ont besoin de créer un rapport de force face à ces populations afin de mettre en œuvre leurs plans de restructuration des quartiers populaires. Ceci se fait souvent par l'intimidation économique, politique ou sociale, donc par la démonstration de la supériorité des forces des « gentrificateurs » et de leurs alliés étatiques, face à des populations souvent désorganisées et sans moyens comparables.

Maintenant, la grande question : qui se cachent derrière ces beaux et grands projets de gentrification qu'on nous vend comme étant bénéfiques pour tous et toutes? Habituellement,

on retrouve parmi ces acteurs de la gentrification des entreprises privées, des promoteurs immobiliers, des groupes d'intérêts ainsi que les différents paliers de gouvernements et des institutions de l'État. Finalement, et c'est possiblement le plus désolant dans tout ça, on y retrouve souvent aussi la population en générale qui se laisse berner par de faux arguments et sans trop regarder ces plans de « revitalisation » d'un point de vue critique...comme si c'était un processus aussi naturel que le soleil qui se lève chaque matin.

On le voit à leurs affiches et leurs enseignes lumineuses, les promoteurs immobiliers sont omniprésents dans le Vieux-Hull et ils veulent que l'on sente cette présence destructrice ainsi que la force politique et économique qu'ils représentent.

(suite à la page 2)

ÉDITORIAL...LA SUITE

Que ce soit en exigeant des crédits de taxe à la ville de Gatineau, des modifications de zonages ou en intégrant des beaux processus de « consultation » avec la population afin de renforcer la légitimité de leurs projets, on a beau les trouver dégueulasse dans leur plan de destruction des quartiers populaires, il faut au moins leur donner qu'ils sont intelligents et surtout, organisés. D'ailleurs, ces mêmes promoteurs immobiliers n'hésitent pas à étendre leur possession sur le territoire de la ville de Gatineau, en achetant des terrains ou des maisons qui ne peuvent plus être assumés financièrement par leurs propriétaires d'origines, à cause de la spéculation qui frappe de plein fouet l'Île de Hull depuis plusieurs années. Pas besoin d'être devin pour comprendre que ces maisons allumettes et autres symboles historiques de l'Île de Hull ne seront pas debout pour encore bien longtemps, pour laisser place à de nouveaux commerces ou de nouvelles tours à condos.

De leur côté, les groupes d'intérêts de tout acabit sont souvent moins en position de force, mais tout autant présent dans les processus menant à la gentrification des quartiers. Il n'est pas si surprenant de voir les chambres de commerces et autres associations d'entreprises se ranger aux côtés des promoteurs immobiliers, ils font parties de la même classe sociale et leurs intérêts sont en quasi-totalité convergents. Par contre, il est absurde, grotesque et insultant de voir des groupes qui autrefois luttaient contre la gentrification et les expropriations, se ranger aujourd'hui du côté des forces de destruction qui tentent d'achever l'œuvre des années 1970 sur l'Île de Hull. Pour la nommer, l'Association des résidents de l'Île de Hull (ARIH), qui est né d'une lutte populaire historique pour tenter de sauver les quartiers visés par les grandes expropriations, une lutte qui eut quand même son lot de succès, mais qui aujourd'hui appuie sans réelle critique les différents projets de tours à condos et de « revitalisation » du Vieux-Hull, le tout à des fins purement mercantiles. C'est une preuve de plus que dans la lutte des classes, nos ami-e-s d'autrefois peuvent devenir nos ennemi-e-s d'aujourd'hui, tout dépendant du côté de clôture qu'ils choisissent de servir.

Bien sûr, comme dans toutes luttes qui se fait entre les classes riches et les classes pauvres, l'État n'y est jamais absent et surtout, n'est jamais neutre. Dans les processus de gentrification, que ce soit au niveau fédéral, provincial ou municipal, l'État est omniprésent. Si l'on parle des gouvernements canadiens et québécois, ils jouent un rôle «

général », en adoptant des programmes de soutien à la construction de bâtiments luxueux, en coupant dans ceux qui devraient soutenir la construction de HLM et autres projets de logements abordables et bien sûr, en adoptant des « plans de lutte à la pauvreté » qui incluent presque toujours la revitalisation de quartier ciblé à cause de leur pauvreté et de leur « délabrement », mais sans jamais s'attaquer aux causes de la pauvreté.

De leur côté, les municipalités sont les plus grands acteurs étatiques en matière de gentrification, notamment grâce à leurs pouvoirs de zonages, de taxations foncières, de subventions à la construction, de dérogation aux règlements municipaux et d'attribution de permis de construction. Bien sûr, ces décisions ne sont que très rarement, voir jamais, prises en fonction des besoins des populations de ces quartiers, mais bien en fonction des plans de développement économique, qui passe entre autres par la « densification » des quartiers, notamment du centre-ville. Que ce soit dans les projets de « partenariat public-privé » (PPP) ou via des budgets alloués par la ville ou le pallier provincial afin d'entamer des processus de revitalisation qui sont assumés sur le terrain par des groupes privés ou communautaires, l'objectif avoué est de rendre les quartiers plus conformes à certaines normes sociales, dont la vitalité économique et la « sécurité ». Comme toujours, on se sert de l'argent public afin d'assumer les risques et les coûts qui viennent avec les intérêts des promoteurs immobiliers et des commerçants. De l'autre côté, la population, elle, voit les services de la municipalité s'effriter et les tarifs augmentés. Donc, entre payer pour le logement, le transport en commun ou les bibliothèques et les installations sportives ouvertes au public, la ville préfère faire économiser de l'argent aux promoteurs immobiliers, aux commerçants et aux propriétaires de condos de luxe, en accordant à grands coups de règlements municipaux des exemptions de taxes foncières pour 1, 5 ou 10 ans, afin créer un climat propice à la gentrification.

Au final, la ville de Gatineau a aussi son bras armé, le Service de police de la ville de Gatineau (SPVG), qui fait une « job » sur le terrain afin de repousser le plus possible les signes de pauvreté à l'extérieur des quartiers embourgeoisés ou en devenir. Souvent par l'émission de constats d'infraction ou encore par de l'intimidation dans les rues du centre-ville, il est évident que les pratiques de profilage social du SPVG jouent un rôle

essentiel dans les processus de gentrification dans les quartiers de Gatineau. Même si le SPVG se tient plus tranquille dernièrement, il ne faut pas être dupe, quand une lutte organisée tentera de stopper la destruction des quartiers populaires, nous verrons la milice du capital faire ce pour quoi elle est grassement payé, soit la répression de la population qui ne marche pas comme le voudraient les classes dirigeantes et possédantes.

La gentrification, c'est un exemple concret, frappant et visible de la lutte des classes qui prévaut encore et toujours, bien qu'une grande partie de la population aime à croire que nous vivons dans un monde en paix, où les intérêts de tous et toutes sont « équilibrés » par les gouvernements. Pourtant, il n'en est rien. Historiquement les gouvernements travaillent toujours pour les classes dirigeantes et possédantes et je ne crois pas me tromper en affirmant que c'est encore le cas actuellement. Vous vous rappelez d'une politique municipale, provinciale ou fédérale qui était à l'avantage exclusif des classes pauvres face aux classes riches? Personnellement, du haut de ma trentaine d'années de vie, je n'en ai aucun souvenir.

Détruire un quartier populaire pour en faire une banlieue de riches, c'est la même chose qu'un patron qui coupe dans les conditions de travail des employé-e-s ou en les laissant crever de faim pendant un lock-out, afin d'augmenter ses profits. C'est exactement la même chose qu'un pays qui en envahit un autre afin de piller ses ressources. Dans ces deux cas, la seule manière de réellement avoir des chances de gagner, c'est de résister du mieux qu'on le peut, en s'organisant, en critiquant et en posant des gestes concrets afin de créer notre propre rapport de force. Si nous ne faisons rien, il n'y aura que des beaux quartiers trop propres dans nos centres-villes, avec de beaux petits bistros qui coûtent trop cher, des belles boutiques inaccessibles financièrement pour la vaste majorité et des cliniques de santé privées pour les personnes ayant le « cash » pour se faire soigner...mais il n'y aura plus aucun lieu collectif, public et accessible à tous et toutes. Le centre-ville n'est pas là pour la bourgeoisie, il est pour la population en général. Comme disait l'autre : « Pas de condos dans mon quartier...pas de quartiers pour des condos! ».

David Clément

LE MANIFESTE DU MUR DES MÛRES MURES



imaginaire. Depuis trop longtemps les habitants du Vieux Hull subissent la disparition graduelle de leur ciel, il est temps de défaire cette injustice. Cette lutte en est une de survie, survie de l'art, de l'imaginaire, de la liberté de création, contre la dictature du béton, des oppressants gratte-ciel, de la nuit qui se meurt peu à peu et de la disparition d'espace commun. Ce mouvement est un mouvement provocant, libre et artistique. Il est de notre devoir de lutter contre l'architecture perverse. La spontanéité est l'essence même de ce mouvement. Il est de notre devoir de lutter contre la gentrification du Vieux Hull. L'action est le fondement même de ce mouvement. Il est de notre devoir de faire quelque chose.

Lâches pas Vieux Hull, lâches pas.

MMM

LE RÔLE DE L'ÉDUCATION DANS LA REPRODUCTION DES CLASSES SOCIALES

Contrairement à ce que le gouvernement prétend, l'école n'est pas garante de l'égalité. Un enfant qui est né dans un quartier populaire n'a pas la même chance qu'un autre qui a eu la chance d'être dans un quartier plus aisé. Cela remet donc en question l'existence d'une égalité des chances, un principe fondamental pour les écoles québécoises. Elles sont plutôt les actrices principales du maintien des classes sociales. En effet, la culture transmise dans nos écoles est la culture dominante de la société, soit la bourgeoisie francophone. Il y a plusieurs causes et conséquences reliées à cet enjeu, ce que nous allons expliquer dans le cadre de cet article.

D'abord, l'école reproduit les classes sociales en valorisant la classe dominante. En glorifiant la culture blanche, la civilisation occidentale, la culture de la classe moyenne et des riches, des professions libérales et des systèmes politique et économique actuels, les élèves intériorisent les valeurs qui leur sont liées. Ceci est, d'une certaine façon, normal, puisque la majorité des enseignants proviennent de la culture dominante. En ce qui a trait aux classes appauvries, elles sont

absentes des manuels scolaires et les Autochtones disparaissent rapidement du récit historique. L'école est donc un moule pour formater des élèves qui adopteront en grande majorité les valeurs du libéralisme et de la bourgeoisie, soit le respect de la propriété privée des moyens de production, l'individualisme et le désir infini d'accumuler le plus de richesses possible. De plus, l'enseignement et l'évaluation sont normalisés, donc sont adaptés à la moyenne et l'école trie alors les plus performants, c'est-à-dire ceux qui se fondent dans le moule, des moins performants, ceux qui ne s'y conforment pas. Quant aux inégalités plus concrètes, comme le manque de vêtement ou de nourriture, elles sont palliées temporairement par des programmes qui camouflent les problèmes et qui sont aujourd'hui coupés, voire supprimés, à cause de l'austérité. Pour finir, l'école est un lieu où règnent la hiérarchie et l'autoritarisme, bien que la démocratie libérale soit vantée en salle de classe.

Par conséquent, les individus ne cadrant pas avec la culture dominante sont soit assimilés, soit marginalisés. Une hiérarchie est donc

créée dès l'école, surtout secondaire, qui est accompagnée d'étiquettes. Aussi, les élèves nécessitant des formes alternatives d'enseignement doivent réussir dans un contexte qui n'est pas optimal pour leur éducation. Beaucoup des enfants ayant des troubles de comportements ou d'apprentissages sont en fait victimes d'un système qui cause leurs problèmes. En terminant, l'autoritarisme de l'école est aussi intériorisé, préparant les élèves à l'autorité des patrons et des politiciens. L'école est donc une préparation au marché du travail, où l'on instruit plus que l'on éduque. Les élèves sont donc formés pour être des travailleurs obéissants qui ne remettront pas en question les structures politiques du monde qui les entoure. Pour manifester son point de vue, on rappelle sans cesse qu'un bon citoyen doit se limiter aux institutions étatiques, malgré les lacunes flagrantes qui peuvent exister à l'intérieur de celles-ci.

(suite page suivante)

L'ÉDUCATION...LA SUITE

Pour finir, nous sommes souvent tentés par croire que seul le modèle de l'éducation étatique publique et universelle existe. Méprenez-vous! Il existe des alternatives. Il y a notamment l'éducation à la maison que de nombreux inventeurs, tels que Thomas Edison, ont fréquentée. Qualifié d'inapte pour l'école, celui-ci avait été renvoyé, pourtant, c'est grâce à lui que nous avons maintenant accès à l'énergie électrique. Il existe des écoles alternatives qui adoptent des idéologies éducatives en totale opposition avec l'instruction traditionnelle. Les exemples les plus typiques sont Summer Hill en Angleterre,

qui est toujours en fonction aujourd'hui et les écoles modernes et libertaires de Francisco Ferrer au début du XXe siècle. Ces écoles accordent une grande importance à la liberté des élèves, qui sont libres de choisir les cours dans lesquels ils s'inscriront. Les élèves sont aussi invités à délibérer démocratiquement de la gestion de l'école. Le rôle de la direction scolaire est donc pratiquement obsolète dans ce type d'école, où les élèves et les enseignants organisent une autogestion effective de l'établissement. De plus, le développement de la personne est placé au centre de la pédagogie, contrairement à l'imposition de

matières obligatoires et l'incitation à mémoriser des connaissances n'ayant pas vraiment de sens à leurs yeux. Somme toute, il existe effectivement des alternatives au modèle actuel de l'éducation et il est possible de s'approcher le plus possible de ces alternatives qui ont été mises en pratique. Ces principes pédagogiques nous permettraient de construire une société beaucoup plus égalitaire, solidaire et libre que ce que le modèle bourgeois nous offre actuellement.

*Nicholas Bourdon
Nicholas Lucas-Rancourt*

L'ESPACE EXTÉRIEUR COLONISÉ PAR LA PUBLICITÉ

Partout où notre regard se pose, en ville du moins, se trouve un message publicitaire pour capter l'attention. Les médias vendent des espaces publicitaires en vue de maintenir une « concurrence » face à leurs « rivaux ». C'est pourquoi il peut nous arriver d'obtenir une copie papier du Droit qui, au lieu d'une Une classique, est vêtue d'une fausse première page qui annonce une liquidation MONSTRE d'un gros truck.

Alors que les graffitis sont démonisés et qu'une longue bataille judiciaire a finalement permis d'afficher dans une ville des événements politiques ou communautaires, les compagnies pétrolières et minières, les promoteurs immobiliers ainsi les grandes surfaces ont la belle part dans l'espace public.

Rappelons qu'une décision de la Cour suprême défend le droit d'affichage dans une ville. Les villes canadiennes ne peuvent passer des lois retraignant l'affichage que si elles fournissent des espaces adéquats pour le faire. Le cas du musicien Ken Ramsden contre la ville de Peterborough et celui de l'activiste Jaggi Singh contre Montréal⁽¹⁾ sont deux précédents importants pour nous permettre d'afficher dans l'espace public.

La vigilance s'impose : car la publicité qui peut s'accrocher au flan des autobus ou qui se dresse sur le bord des routes profite surtout à des intérêts privés qui déforment également l'image des femmes et des hommes. Pubs sexistes et racistes, promouvant une seule sorte de corps : sans poils, mince et le plus blanc possible. Et qui encourage le saccage de notre environnement par la promotion d'une consommation effrénée.

Voici le portrait de quelques coups bas et vicieux de la publicité dans notre quotidien.

Variations sur un même thème

LES ABRIBUS --- À Gatineau, il est possible d'avoir un consensus : la Société des transports de l'Outaouais (STO), à moins d'être un fonctionnaire bien tolérant, est un service indigne de la quatrième plus grande ville du Québec. Mis à part l'échec relatif du Rapibus, le réseau est déficient, notamment du côté d'Aylmer et du Plateau, deux secteurs en expansion et qui ont une grande population de jeunes⁽²⁾. C'est sans parler de la possibilité de se déplacer à sens contraire du trafic : attentes interminables et détours dans les rues en spaghetti garanti!

Ce qu'on dit moins, c'est que les publicités qui sont affichées dans les abribus sont hors du contrôle de la STO, donc du public. En effet, Imagi-affichage, une compagnie privée, est sous-traitée par le transporteur public afin de trouver des clients. À cause de clauses de confidentialité, Imagi-affichage n'est pas en mesure de dévoiler le nombre d'affiches d'une même compagnie, ni les coûts globaux qu'elle encaisse par transaction. Rappelons-nous de l'annonce des condos du VIU par le groupe de développement immobilier Heafey, qui a entièrement colonisé l'espace publicitaire des abribus dans Hull pendant des mois.

LES PANNEAUX EXTÉRIEURS --- Un autre exemple de pollution visuelle se trouve dans l'affichage extérieur de géants panneaux publicitaires. Il s'agit de compagnies dont le seul objectif est de positionner des clients dans des lieux « stratégiques ». En Outaouais, il est possible de reconnaître certaines d'entre-elles, comme la compagnie Outfront⁽³⁾ ou Pattison⁽⁴⁾. Louant leur espace à des compagnies intéressées d'assurer une présence en format géant, souvent orientée vers les automobilistes, l'affichage extérieur

profite rarement aux petites compagnies locales.

A Gatineau et Ottawa, plusieurs panneaux sont placés le long des autoroutes ou dans le centre-ville. Ils mettent de l'avant les mêmes compagnies : parfois des géants de l'alimentation de piètre qualité, parfois un centre d'achat qui met en scène des femmes dont les bras débordent de sacs, d'autres fois, un géant de la téléphonie qui nous propose des tarifs insultants.

LES VÉLOS LIBRE-SERVICE --- Les BiXis qui portent sur leur roue une publicité permettent à des compagnies de déplacer leur image de marque dans les rues de la ville, aux frais des usagers et des usagères.

Une belle campagne a sévi à Montréal, Bixi Poésie⁽⁵⁾, qui incitait les gens à coller des extraits de poèmes ou des citations d'auteurs sur les logos de banque ou d'empire médiatique.

(suite page 7)



LA GENTRIFICATION SUR L'ÎLE DE HULL

Au cours des dernières années ce sont produits des événements que l'Île de Hull n'avait pas connus depuis belle lurette : on a construit de nouvelles tours de bureaux pour les fonctionnaires. Et puis, immédiatement après, les investisseurs immobiliers et autres spéculateurs ont rapidement repris goût pour le centre-ville. De nouvelles tours de condos, de luxe précisons-le sont construites et plusieurs mégas-projets sont sur la planche à dessin.

Les gens d'affaires et l'Association de résidents de l'Île sont bien contents. Cette association de résidents, qui d'ailleurs, n'a plus rien à voir avec ses convictions d'origine alors qu'elle se battait contre les expropriations des années '70. Aujourd'hui, elle applaudit la défiguration du Vieux-Hull au nom du Progrès. Plus de résidentEs, plus de clientEs, une épicerie de retour dans le quartier et peut-être même avec un peu de chance une atmosphère en soirée. Du gagnant-gagnant on dirait!

Et bien non justement. Il y a les perdantEs, que nous n'entendons pas beaucoup : résidentEs, parfois défavoriséEs et marginaliséEs. Ces derniers ont souvent bien d'autres ennuis quotidiens de débusquer comment ils et elles pourraient faire entendre leur opposition à ces mégas projets par l'entremise de consultations municipales technocratiques et desquelles ressortent souvent un laconique : « merci d'avoir participé ». Et encore faut-il aussi saisir tout le processus socio-économique en branle dans l'Île de Hull pour anticiper ce qui s'en vient. Ce processus s'appelle la « gentrification ».

Une longue recherche scientifique sur Wikipédia (!) nous apprend que « la gentrification (mot anglais de gentry, petite noblesse) est un phénomène urbain par lequel des arrivants plus aisés s'approprient un espace initialement occupé par des habitants ou usagers moins favorisés, transformant ainsi le profil économique et social du quartier au profit exclusif d'une couche sociale supérieure. » Assez clair merci.

À terme, ceux qui habitent le Vieux-Hull actuellement ne pourront plus l'habiter. Leur logement à 600 \$ par mois sera rasé au profit (des spéculateurs et entrepreneurs) de condos de luxe à 600 000\$ (comme le VIU). Ceux qui ne seront pas rasés feront l'objet de hausses de taxe, spéculations, etc. À ce prix-là, monsieur et madame les gens d'affaires, ne vous en faites pas : les petitEs salariéEs et le lumpenprolétariat qui ne vous rapportent pas

une maudite cenne cèderont rapidement le pas à du monde plus présentable et surtout beaucoup plus solvable.

Le phénomène de gentrification urbaine n'est pas propre au Vieux-Hull bien entendu. Il est galopant dans bien des grandes villes canadiennes comme Vancouver, Toronto, Québec ou Montréal. Dans ces dernières, d'emblématiques quartiers comme Saint-Roch ou Hochelaga-Maisonneuve changent à vue d'œil. Par ailleurs, les promoteurs ne parlent plus d'Hochelaga-Maisonneuve, nom mythique associé au crime et à la pauvreté, mais bien HoMa... c'est plus vendeur!

Plus près de nous, à petite échelle, faites un détour sur les berges de la rivière Outaouais dans Val-Tétrault, Deschênes ou encore sur le boulevard Jacques-Cartier, tous des secteurs historiquement populaires. Commencent à y poindre des constructions qui n'ont rien à voir avec celles qui les précédaient avant d'être rasées au nom du progrès.

Laisser les gens vivre dans des taudis?

Mais alors, que peut-on bien faire. Il est vrai que certaines personnes vivent dans de véritables taudis, que tout un quartier sans épicerie ce n'est pas souhaitable, etc. Cet article ne traitera pas de pistes de solutions à ces problèmes socio-économiques. Toujours est-il qu'un bon point de départ serait de laisser y vivre quiconque veut habiter le centre-ville, sans égard à ses moyens financiers et que ses habitants ne soient pas évincés par « l'ère du temps ». CertainEs vous parleraient sans doute aussi de logements sociaux, de programmes de rénovations.

Nous allons nous en tenir à la base. Peut-on simplement revendiquer le droit des personnes qui vivent dans l'Île de Hull (ou ailleurs) d'y vivre en paix et durablement, et de ne pas être extirpés de leur milieu de vie vers la périphérie au nom d'un phénomène socio-économique sur lequel nous n'aurions pas d'emprise, du progrès, du « Plan particulier d'urbanisme », de la densification ou autre raison aussi bienveillante soit-elle. On ne peut dissocier moyens, finalités et conséquences. Si nous convenons que beaucoup de choses gagneraient à être améliorées dans le Vieux-Hull, cela doit être fait par et pour les gens qui y vivent actuellement et non pas malgré eux et à leur dépens.

Le grand défaut des définitions sociologiques comme celle donnée plus haut de la gentrification, est qu'elles donnent

« Ça rentre un revenu supplémentaire à la Ville. Ça embellit la ville. (...) Il y a du monde qui va venir d'en dehors pour vivre ici. Ça développe la ville », Jean Cadieux. (Vente en bloc de plusieurs maisons du centre-ville de Gatineau/Radio-canada, 9 janvier 2015)



l'impression d'assister à un phénomène social anonyme et inéluctable.

Or, il n'en est rien. La gentrification du Vieux-Hull comme ailleurs est peut-être systémique, mais elle a bel et bien des protagonistes identifiables : spéculateurs fonciers, promoteurs immobiliers, politiciens, entreprises et associations intéressées. Elle est activement promue par ces derniers, qui préfèrent taire ou ignorer la déchirure qui s'opère actuellement au sein du milieu de vie, au nom du Progrès.

Que tombent les masques! Que soient révélées vos identités personnelles derrière vos numéros d'enregistrement corporatifs et expliquez-nous vos propositions structurantes pour que les populations en place y restent durablement, ainsi que les garanties concrètes que vous offrez à cet effet. Le respect des droits de la population en place n'est pas compatible avec vos intérêts ou vos projets immobiliers grandioses? Ne vous en lavez pas les mains derrière la technocratie et n'opérez pas de renversements de responsabilité : c'est votre problème!

QUAND LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ TERRITORIALISÉE DEVIENT TOUT SAUF...DE LA LUTTE!

Depuis quelques années, au Québec comme ailleurs, nous assistons à la montée d'une tendance de territorialisation des mesures sociales dans les secteurs de lutte à la pauvreté et développement social à travers des approches appelées socio territoriale. Une approche socio territoriale, c'est un bon moyen pour le gouvernement de se désresponsabiliser de leurs engagements en faisant croire que les milieux locaux sont les meilleurs acteurs pour agir sur un problème structurel, comme la pauvreté. Donc, plutôt que d'agir réellement sur les causes de la pauvreté, les efforts vont être investis à mettre en place des belles tables de concertation entre partenaires du milieu, à organiser des rencontres publiques, faire des rapports, sans oublier documenter largement quelles formes spécifiques prend la pauvreté dans un quartier donné! À Gatineau, trois exemples d'intervention socio territoriale sont le Plan d'action de Gatineau pour la solidarité et l'inclusion sociale (PAGSIS-Gatineau), la Politique de développement social et le projet de revitalisation urbaine intégrée dans le quartier Notre-Dame.

Malgré les beaux discours entourant les approches socio territoriales, elles comportent plusieurs problèmes que j'expliquerai en utilisant l'exemple du PAGSIS de Gatineau. D'abord, même si le gouvernement essaie de nous convaincre que la territorialisation a comme effet positif de rapprocher les décisions des milieux locaux, la vision politique et institutionnelle des territoires reste dominante, ce qui a comme impact de favoriser le recours aux professionnels et aux experts dans la mise en place des interventions de gestion de la pauvreté. Rapprocher les décisions des milieux, rassembler les acteurs et actrices du milieu, se concerter, développer des partenariats... toutes ces pratiques sont grandement favorisées et encouragées dans le PAGSIS-Gatineau. Cependant, les personnes en situation de pauvreté n'ont pas du tout été impliquées dans le processus décisionnel et d'élaboration du PAGSIS. Des « professionnels », les acteurs des milieux locaux, ont décidé quelles étaient les réalités des personnes pauvres, quels étaient leurs priorités et comment ces priorités devaient être adressées... à la place des personnes! Ce qui nous fait dire que la lutte à la pauvreté, même si elle est menée (non menée) « PRÈS DES MILIEUX LOCAUX », se réduit à des discussions entre professionnels, ce qui a comme impact la création d'une élite locale composée des professionnel.le.s du milieu (gestionnaires de la ville de Gatineau, les agents des CSSS, les bailleurs de fonds, privé) et la création d'une industrie de la pauvreté. «

Territorialisée » ne veut donc pas dire plus à l'écoute des milieux, car dans le cas du PAGSIS à Gatineau, seuls les professionnelles et professionnels locaux ont été rapprochés des décisions et qu'il n'y a eu aucune réelle participation citoyenne impliquant les personnes pauvres.

Un élément très recherché des approches territoriales est la concertation des acteurs locaux. Dans le cadre des appels d'offres pour sélectionner les projets PAGSIS mis sur pied par les groupes communautaires de Gatineau, un des critères d'évaluation était le soutien d'une table de concertation. Les responsables du PAGSIS ont désigné cinq tables de concertation implantées dans les quatre secteurs municipaux de la ville (Buckingham, Hull, Gatineau, Aylmer) auxquelles les organismes formulant des demandes PAGSIS devaient demander l'appui. D'une part, le fait d'imposer dans quelles concertations les groupes communautaires doivent s'impliquer comme condition à du financement représente une ingérence de la part de la ville de Gatineau, car on privilégie certaines concertations officielles au profit de concertations plus informelles créées par la communauté qui répondent réellement aux réalités du milieu. D'autre part, cette injonction à la concertation force certains groupes à complètement sortir de leur milieu et les empêche de consulter leurs propres membres sur les projets à développer dans leur quartier.

Le concept de participation est omniprésent dans toutes les approches territoriales autant dans le PAGSIS que les plans de revitalisation urbaine intégrée. Or, lorsque repris dans une perspective institutionnelle, on peut voir que ce concept de participation est instrumentalisé au profit de la classe politique, puisque les communautés n'ont pas de pouvoir ni sur les modalités de fonctionnement et le choix des priorités, ni sur les modes de gestion et d'évaluation. Le PAGSIS-Gatineau, la politique de développement social, le projet de revitalisation intégrée dans le quartier Notre-Dame; les interventions basées sur une approche territoriale structurent de plus en plus l'action sociale dans la ville de Gatineau. C'est pourquoi, je trouvais important de déconstruire certains arguments utilisés pour justifier et valoriser ce type d'approche et démontrer que derrière ces belles paroles prônant la démocratie, la proximité et la concertation, se cache une visée de restructurer le milieu par des concertations forcées et créer une élite professionnelle locale (les nouveaux experts du social!) qui n'impliquent pas du tout les citoyen.ne.s qui seront affecté.e.s par ces mesures. Avec le PAGSIS, nous pouvons constater à l'heure actuelle que bien qu'une vingtaine de projets de durée variant entre 1 et 3 ans ont été financés allant de projets d'intervention précoce auprès des enfants, d'intervention de quartier au démarrage de cuisines collectives, aucun des projets n'est en mesure, n'a les moyens, ni le mandat d'ailleurs, d'avoir un impact au niveau des causes de la pauvreté. Dans le quartier Notre-Dame, la phase 2 du plan de revitalisation urbaine intégrée, qui vise à rendre le quartier plus propre, plus sécuritaire et plus attrayant, est en marche et toutes les démarches laissent entrevoir que les transformations qui suivront se feront à l'avantage d'une certaine classe, les propriétaires et les commerçants, et au détriment des locataires, des travailleurs et des citoyen.ne.s à faible revenu du quartier. Comme pour le PAGSIS, ce n'est pas les personnes à faibles revenus qui bénéficieront des efforts investis dans ces projets, ce sont la ville de Gatineau, l'association des commerçants, les agents de développement des communautés, certains travailleurs des groupes communautaires impliqués qui se féliciteront d'avoir revitalisé, structuré et embourgeoisé un quartier. Ce quartier sera devenu également le lieu d'une plus grande surveillance des jeunes, d'une plus grande exclusion des citoyen.ne.s à faible revenu et d'une plus grande marginalisation des non-désirables.



LES PUBS...LA SUITE

Bon débarras!

En 2007, la municipalité de Sao Paulo au Brésil avait résilié son contrat d'affichage avec le géant JCDecaux (malheureusement, elle fait un retour en grand en 2013). En 2014, Grenoble en France imitait la démarche, suite à une promesse électorale de son maire. Nous devons être conscientes et conscients du matraquage quotidien de la publicité.

Une ville comme Dijon en France a aussi mis sur pied un audit citoyen sur la présence de panneaux publicitaires dans sa municipalité : des personnes concernées ont participé pendant deux semaines à la cartographie des espaces publicitaires(6).

En attendant, voici une belle collection d'autocollants à trouver en ligne, si l'envie vous dit(7)...

Anaïs Elboujdaïni

Références

- (1)<http://spacing.ca/montreal/2010/07/19/court-throws-out-montr-eals-anti-postering-bylaw/>
- (2)<http://www.ccentrenous.org/portrait-des-communaut-es-aylme-r-2013.pdf>
- (3)http://www.outfrontmedia.ca/mediakit/MediaKit_Ottawa_2015.pdf
- (4)<http://www.pattisonoutdoor.com/cartographie-sur-mesure-ou-repartition-de-campagne/>
- (5)<http://bixipoesie.tumblr.com/>
- (6)<http://dijon-ecolo.blogspot.fr/2014/10/un-audit-participatif-de-s-panneaux.html>
- (7)http://bap.propagande.org/modules.php?name=Downloads&d_ouviewdownload&cid=4



ATTEINDRE LA DÉMOCRATIE À SA RACINE

La démocratie est une lutte constante. À ses débuts, en Grèce, la démocratie était tout sauf égalitaire : les femmes, les esclaves et les non-résidents de souche n'avaient pas le droit de vote. Toutefois, le pouvoir était partagé entre les citoyens, c'était une innovation! Des démocraties sont plus démocratiques que d'autres. Qu'un groupe minoritaire démocratique décide du sort des autres personnes dans la communauté...ça demeure un fonctionnement démocratique. L'égalité dans une démocratie, c'est la capacité à participer. Les adolescents au Québec ne sont pas des citoyens égaux, ils ne peuvent pas voter, comme autrefois la femme et les esclaves. Un groupe démocratique décide pour eux.

La démocratie c'est avant tout le partage du pouvoir décisionnel entre des gens jugés égaux. Aujourd'hui encore, nous luttons pour être reconnus égaux et pour que davantage de décisions soient partagées. On peut donc s'attarder, dans une démocratie, au quoi qui est décidé et par qui. Au Québec, dans la politique provinciale, le quoi se résume le plus souvent à l'élection; on ne partage pas le pouvoir, on se l'enlève. Être politicien est devenu un métier ou même une classe en soit. D'un citoyen qui fait de la politique, on dira qu'il se prend pour un politicien...c'est vous dire!

Cependant, le Québec s'est battu pour une démocratie, mais pas juste dans la "politique", mais partout dans la société. On est une société avec beaucoup de syndicats, d'associations, de coopératives...ce n'est pas les assemblées générales qui manquent. On a rapproché la politique des citoyens par la démocratisation des institutions, de sorte à partager les décisions pour retirer le monopole, l'entretien d'une élite démocratique. C'est un héritage d'une société qui a été dirigée par une élite politique d'une autre culture. La défusion, un système politique parallèle. "Si vous ne vous occupez pas de la politique, c'est elle qui s'occupera de vous." Au

Québec, on croit peu à la politique, c'est des promesses de politiciens. Pour tuer la vraie démocratie au Québec, il faut simplement qu'un politicien se réapproprie les décisions des citoyens dans toutes les sphères de la société. Au Québec, tout organisme enregistré a un conseil d'administration. Alors que des directions prennent seules des décisions ou consultent leurs membres dans d'autres pays, au Québec, ils doivent les prendre en conseil. Aurait-on appris, malgré nous, des autochtones?

Qui compose les CA? Des employés et des membres de la société. VOUS pouvez y siéger. Les gens touchés par l'organisme votent leurs représentants pour informer les employés de la réalité de la communauté, donner l'orientation de l'organisme selon les besoins. La direction d'une école ou d'une OBN n'a même pas le droit de vote! Ce partage des décisions d'une direction à un conseil est une démocratisation des décisions. En 2014, les hôpitaux, les organismes communautaires avaient des CA. Je dis "avaient" parce que le gouvernement a annoncé qu'il reprendrait désormais toutes les décisions. La démocratie n'est pas pour les citoyens, mais pour les politiciens! Les ministres réunis à l'assemblée nationale connaissent plus que les citoyens de Rimouski, Gaspé, Gatineau, Trois-Rivières, la réalité de ces villes. C'est connu, l'argent ou un doctorat, ça permet de mieux connaître la pauvreté que n'importe quel pauvre.

Désormais

- Fini l'autonomie décisionnelles des organismes qui décideront de leur mission et de leurs priorités.
- Barette nommera les membres des conseils des CISSS et même les remplacera s'ils ne disent pas ce qu'il pense.
- Les organismes seront fusionnés, plus besoins de distinguer les besoins des membres. Ne trouvez-vous pas que les sports, les loisirs et l'éducation ensemble font l'efficacité d'un

ministère?

- En plus de nommer ou d'abolir certains CA par la centralisation, le gouvernement identifiera les besoins des communautés et demandera aux organismes d'y répondre. Ce ne sont plus les intervenants sur le terrain qui bâtiront leurs programmes, mais le gouvernement.
- Ces programmes doivent être renouvelés annuellement, aussi, il vous est donc conseillé de faire vos critiques stratégiquement, car rien n'assure que vous serez en poste l'année prochaine tel qu'en témoignent les menaces de fermeture du centre 24h-7. Après tout, qu'importe l'expérience? Un travailleur social travaillant depuis plusieurs années en violence conjugale n'a-t-il pas le même diplôme que celui en santé mentale ou qui vient de sortir de l'université? Ils sont donc interchangeable. La compétence professionnelle n'est-elle pas la capacité de traiter le plus de données? Un médecin, un enseignant, un travailleur social doivent voir le plus de clients. Certains disent vouloir consacrer plus de temps par personne, alors qu'on sait qu'ils ne cherchent qu'à cacher leur incompétence.

Il faut uniformiser les besoins du Québec. Le Québec avant les Québécois. Tuer la démocratie, c'est empêcher le partage décisionnel, avant tout dans les institutions. Voter est une responsabilité, le donner ou s'en abstenir ne permet jamais de s'en défaire. Vous avez un vote, même si on ne vous l'accorde pas. "On ne se rappellera pas des insultes de nos ennemis, mais du silence de nos amis." Celui qui tolère une injustice est aussi coupable que celui qui la commet. Nous sommes tous citoyens, jamais des votes n'excuseront notre silence, ni leur donnera le droit de tuer la démocratie. Nous n'avons pas à représenter les politiciens, c'est à eux de nous représenter.

Audrey Giguère-Marchal

MANIFESTATION CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

15 MARS 2015

GATINEAU



Rassemblement:

Au LAB, 76 rue Lois
13H00

- Profilage
 - Répression politique
 - Brutalité
 - Impunité
- ASSEZ, C'EST
ASSEZ!

Si vous souhaitez soutenir financièrement la publication de ce journal populaire, n'hésitez pas à nous contacter ou à envoyer vos dons par la poste.

18 Charlevoix
Gatineau, Québec
J8X 1P1

Téléphone
(819)770-3839

Courriel
lutter@addsgatineau.org

Site web
www.addsgatineau.com



adds

Si vous désirez recevoir le P'tit
MOT-DIT! directement à votre
porte, faites-nous le savoir et nous
vous en posterons une copie!